
Service de support du CSSF Femmes, Paix et Sécurité

Appui au désarmement, à la démobilisation, à la réintégration et à la stabilisation en tenant compte du genre en République démocratique du Congo

Déposé le : 16 septembre 2022
Code de la tâche: WPS014

WPS | Women,
Peace
& Security
Helpdesk

Le service de support sur la paix et la sécurité des femmes, géré par Saferworld en partenariat avec Conciliation Resources, GAPS UK, l'Université de Durham et le Women International Peace Centre (WIPC), a été créé en décembre 2021 afin de renforcer les capacités du gouvernement britannique en matière de politique et de programmation dans le domaine de la paix et de la sécurité des femmes, dans l'objectif de rendre son travail sur les conflits et l'instabilité plus efficace. Si vous travaillez pour le gouvernement britannique et que vous souhaitez envoyer une demande de tâche, veuillez nous envoyer un courriel à wpshelpdesk@saferworld.org.uk. Si vous ne travaillez pas pour le gouvernement britannique mais que vous avez une question concernant le service de support ou ce rapport, veuillez nous envoyer un e-mail à enquiries.wpshelpdesk@saferworld.org.uk.

Expertes: Sarah Hanssen and Juliette Ganne

Audience:

FCDO République Démocratique du Congo

Proposition de distribution interne:

Équipes du CSSF

Confidentialité:

Libre de droit

 UK Government



Sommaire analytique

Aperçu

Ce rapport vise à éclairer le futur soutien international au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (DDR) basé sur les communautés et à l'appui à la stabilisation dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) qui soutient l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS) et intègre l'égalité des sexes. Il contient deux parties. Premièrement, le rapport passe en revue les enseignements tirés du soutien à la Stratégie internationale d'appui à la sécurité et à la stabilisation (I4S) du Fonds de cohérence pour la stabilisation (FCS), qui comprend un pilier sur l'agenda FPS. Deuxièmement, le rapport s'appuie sur des programmes mis en œuvre dans d'autres contextes pour tirer des leçons sur le DDR sensible au genre et la stabilisation, qui pourraient potentiellement contribuer à éclairer l'approche en RDC.

Principaux résultats et enseignements tirés de l'analyse du FCS

L'inclusion de l'agenda FPS en tant que pilier de l'I4S a marqué un départ stratégique fort pour le FCS. De nombreux projets soutenus par le FCS comprenaient des objectifs spécifiques liés à la lutte contre la violence sexuelle et sexiste (VSS) et l'agenda FPS, et un certain nombre de projets ont fait état de progrès et de résultats par rapport à ces priorités (voir encadré ci-dessous). Néanmoins, dans l'ensemble, l'efficacité du soutien aux objectifs de FPS – et la capacité à tenir compte et à s'ajuster aux résultats au niveau des fonds – a été limitée. De nombreux défis sont liés à des défis plus larges avec le SCF.

Aborder l'agenda FPS comme un thème transversal à intégrer lors de la mise en œuvre de projets a eu pour effet de diluer l'accent mis sur cet agenda dans la pratique. Le FCS a eu du mal à définir les objectifs concrets qu'il visait à atteindre au niveau des fonds en général, et en particulier en ce qui concerne FPS, ainsi qu'à mettre en place un cadre de résultats fonctionnel avec des objectifs FPS clairs. En outre, le suivi des allocations financières à FPS doit être renforcé afin d'assurer le soutien aux résultats stratégiques liés et du genre.

L'objectif de 30 % de représentation féminine dans les réunions de dialogue a généralement été atteint, bien que la représentation des femmes dans les processus et activités de prise de décision en matière de gouvernance locale et de sécurité soit généralement plus faible et considérée comme un défi.

Plusieurs projets ont développé la capacité des organisations de femmes congolaises à *s'engager sur les questions de paix, de stabilisation et de DDR*.

Presque tous les projets ont *enregistré et communiqué des données ventilées par sexe* dans des rapports narratifs concernant les bénéficiaires et les participants aux réunions.

Dans le cadre du soutien au retour, à la réintégration et au relèvement, plusieurs projets ont soutenu l'autonomisation sociale et économique des femmes et des filles au niveau local.

Plusieurs des projets qui travaillaient sur la gouvernance foncière et la résolution des conflits fonciers ont mis l'accent sur l'amélioration de la sécurité foncière des femmes et de l'accès à la terre.

Plusieurs projets qui ont inclus la lutte contre la violence sexuelle et sexiste comme domaine prioritaire ont documenté des résultats localisés.

Encadré 1. Résultats liés à FPS dans le cadre du FCS.

Dans la pratique, il a souvent été ardu d'assurer la participation et l'influence significatives des femmes dans le dialogue démocratique incluant les processus de planification provinciaux et locaux où les priorités de stabilisation sont déterminées et révisées. L'approche du FCS consistant à exiger une participation de 30 % des femmes aux activités du projet a contribué à amener les perspectives des femmes aux tables de discussions. Cependant, cela n'a pas été suffisant pour s'assurer que les perspectives des femmes influencent les processus de prise de décision et que les relations de pouvoir entre les sexes soient prises en compte. Une approche plus solide pourrait inclure : des assurances que l'expertise en matière de genre est fournie aux processus de planification provinciaux et locaux ; la conception de processus pour créer un espace pour les femmes et la discussion sur le genre et la dynamique des conflits ; un engagement politique auprès des autorités provinciales et locales pour atteindre un quota de représentantes féminines; et un soutien spécifique aux groupes de femmes pour contribuer de manière significative au processus. Les recommandations pour un soutien plus sensible au genre par le biais du FCS ou d'un nouveau fonds comprennent les suivantes:

A. Un budget pour le genre et l'agenda FPS devrait être circonscrit et suivi, par exemple par le biais d'un guichet de financement dédié, pour garantir que des ressources suffisantes sont allouées à l'égalité des sexes et que les ressources sont déployées de manière stratégique.

B. Le gestionnaire du fonds devrait avoir un mandat et une structure institutionnelle qui permettent un engagement politique sur les objectifs FPS. Cela nécessite des ressources humaines suffisantes pour pouvoir s'engager avec les autorités nationales et provinciales afin de soutenir les priorités FPS, et devrait être soutenue par une analyse interne du genre et des conflits qui établit les liens entre le genre, les dynamiques de conflits et de paix, ainsi que des questions spécifiques sur le genre et le DDR, incluant une expertise technique en stabilisation communautaire.

C. Les résultats spécifiques liés à FPS et à l'égalité des sexes devraient être définis dans le cadre de résultats du programme et traduits en résultats au niveau du projet. Cela dépend de la mise en place d'un cadre de résultats de programme pertinent, solide et fonctionnel, ce que le FCS a eu de la difficulté à mettre en place.

D. Le fonds devrait renforcer ses partenariats et sa coordination avec les agences des Nations Unies et d'autres acteurs travaillant sur l'agenda FPS et l'égalité des sexes en RDC, tels qu'ONU Femmes, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et les ONG internationales et congolaises travaillant sur l'égalité des sexes et l'agenda FPS.

E. Le fonds doit fournir des orientations claires lors de la publication d'appels à propositions sur la manière dont les objectifs FPS et le genre doivent être intégrés au niveau du projet et doit spécifier les résultats attendus liés à FPS et à l'égalité des sexes, afin que ceux-ci soient pris en compte dans la conception et la sélection initiales des projets.

F. L'expertise et les références en matière de genre des organisations chargées de la mise en œuvre et de l'équipe de projet doivent figurer parmi les critères d'évaluation des appels à propositions, dans le but d'encourager le soutien aux organisations de la société civile congolaise et aux organisations de femmes et pour renforcer leur expertise en matière de genre et de FPS là où nécessaire.

Leçons tirées du DDR communautaire dans d'autres contextes

Les approches traditionnelles du DDR qui se concentrent sur le soutien individuel aux ex-combattants ont eu tendance à exclure les femmes de la participation pour diverses raisons, malgré les efforts visant à concevoir des approches qui prennent en considération les différents besoins, perspectives et expériences des anciens combattants, des partisans et de leurs personnes à charge. Les approches communautaires du DDR ouvrent la possibilité d'atteindre un plus large éventail de bénéficiaires, y compris les femmes membres de la communauté, et de soutenir le potentiel positif des femmes dans la réintégration, la réconciliation et la consolidation de la paix. Cependant, cette opportunité a souvent été manquée, malgré les efforts d'intégration du genre. Sur la base des enseignements tirés d'autres contextes, ainsi que des précédentes initiatives de DDR en RDC, les recommandations suivantes sont faites pour un soutien tenant compte du genre au sein du P-DDRCS:

G. Veiller à ce que le soutien au P-DDRCS soit offert de manière décentralisée et adaptée au contexte, plaçant ainsi le dialogue démocratique inclusif et l'analyse participative des conflits au centre de l'approche. De plus, cela fournit une plate-forme plus large au sein de laquelle les membres de la communauté, y compris les femmes, peuvent faire entendre leur voix. Une expertise en matière de genre devrait être offerte, tant au niveau local que provincial, durant les processus d'analyse des conflits, de dialogue et de planification au cours desquels les stratégies, plans et objectifs prioritaires de DDR

et de la stabilisation sont définis et examinés. La conception de ces processus doit se faire avec l'intention spécifique de surmonter les obstacles structurels et politiques à la participation des femmes ; ils devraient également créer un espace pour l'analyse de la dynamique entre les sexes.

H. Soutenir des services qui sont non discriminatoires et qui renforcent la capacité de la communauté à réintégrer les anciens combattants, plutôt que des régimes de droits individuels, ceux-ci étant problématiques pour de multiples raisons – notamment parce qu'ils ont tendance à désavantager les femmes. Éviter d'étiqueter et de cibler certaines catégories de personnes comme étant « à risque », ce qui peut par inadvertance alimenter les stéréotypes négatifs et la stigmatisation ; soutenir plutôt la capacité des hommes et des femmes à contribuer positivement à leurs communautés, y compris en tant qu'agents de changement.

I. Veiller à ce que les dimensions sociales et psychosociales de la réintégration soient prioritaires et les utiliser comme point d'entrée pour intégrer la prévention et la réponse aux VSS, et travailler avec les anciens combattants et les membres de la communauté afin de lutter contre les normes de genre néfastes.

J. Pour atteindre les femmes et les persuader de participer au DDR, à la fois en tant qu'anciennes combattantes et membres de la communauté, il faut cibler spécifiquement les femmes dans des campagnes d'information. Elles doivent être impliquées dans la conception de ces campagnes, et il convient de porter attention au langage et aux messages, en particulier en tenant compte de la façon dont ils peuvent être compris différemment par les hommes et les femmes.

Introduction

Contexte

Le conflit dans l'Est de la RDC dure depuis 25 ans et a un effet déstabilisateur sur l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs. Ce conflit prolongé a profondément fracturé la région. Environ 120 groupes armés opèrent dans l'Est du Congo, notamment au Nord et Sud Kivu, en Ituri et au Tanganyika.¹ Ces conflits ont une dynamique régionale importante, impliquant des forces armées et des groupes rebelles du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, ainsi que des mouvements transfrontaliers de réfugiés. Ils trouvent également leur origine dans les problèmes de gouvernance de l'État congolais, qui a régné par le biais du clientélisme et a permis aux agents de l'État, y compris les forces armées congolaises (FARDC), d'exploiter cette région riche en minéraux à des fins d'enrichissement personnel. Les abus de pouvoir généralisés ont alimenté la méfiance des communautés locales.²

Par ailleurs, les conflits sont profondément façonnés par les dynamiques locales, inter et intra-communautaires, dans un contexte de pratiques coutumières variées. Les tensions locales portent entre autres sur la discrimination identitaire et ethnique, les abus de pouvoir locaux et les rivalités politiques, le contrôle des terres et des ressources naturelles (en particulier des sites miniers), et les relations familiales et de parenté.³ Les civils sont pris pour cible et de graves violations des droits de l'homme par les FARDC et les groupes armés sont monnaie courante. Les violences sexuelles et sexistes (VSS) sont très répandues, notamment les violences sexuelles contre les femmes et les filles, ainsi que contre les hommes et les garçons.

Les inégalités dans les relations de pouvoir entre les sexes sous-tendent ces facteurs de conflit à de nombreux niveaux. L'État congolais a été qualifié de patrimonial (ou néo-patrimonial), où le pouvoir s'exerce à la fois à travers et en dehors des institutions étatiques, et où l'accès au pouvoir est déterminé par des facteurs tels que l'identité, la richesse, l'éducation et les relations personnelles. Ce système de gouvernance et de relations de pouvoir tend à limiter la participation des femmes, leur accès au pouvoir et aux ressources, tout en excluant de nombreux hommes et en alimentant l'instabilité politique. À un niveau plus local, divers systèmes coutumiers - dans lesquels les relations familiales et de parenté jouent un rôle central dans l'identité du groupe, le contrôle des terres, les ressources et la prise de

¹ Kivu Security Tracker (2021). The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo. <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/39/2021%20KST%20report%20EN.pdf>

² Léon Irengé (2017). Conflict Analysis in South Kivu and Tanganyika Provinces. Tuendelee Pamoja II Project. Search for Common Ground.

³ Léon Irengé (2017).

décision - limitent l'agentivité, le pouvoir et l'accès aux ressources des femmes⁴ et façonnent simultanément la dynamique des conflits locaux.

Objectif de la recherche

En avril 2022, le gouvernement de la RDC (GovRDC) a approuvé une nouvelle stratégie nationale de DDR, réintégration à base communautaire et stabilisation (DDRCS). Dans le même temps, le Fonds de cohérence de la stabilisation (FCS), un fonds fiduciaire multi-donateurs mis en place pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (I4S) pour l'Est de la RDC, fait l'objet d'une révision. Dans ce contexte, les partenaires internationaux ont décidé d'examiner des questions stratégiques clés sur la manière de soutenir le DDR et la stabilisation à l'avenir, et sur la manière dont le soutien international pourrait façonner le plus efficacement possible une approche du DDR et de la stabilisation faisant progresser l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et intégrer l'égalité des sexes.

L'objectif global de cette recherche est de tirer des enseignements des précédentes initiatives de DDR et de stabilisation en RDC ainsi que dans d'autres contextes affectés par des conflits, afin de contribuer à façonner un futur soutien international au DDR et à la stabilisation tenant compte du genre et intégrant les priorités FPS. La recherche a deux objectifs principaux :

1. Examiner comment le soutien à la stabilisation fourni par le FCS a soutenu les priorités FPS et pris en compte la dynamique de genre afin d'identifier les lacunes, les éléments constitutifs et les leçons à tirer pour un soutien futur au DDR et à la stabilisation en RDC.
2. Analyser les données existantes et dégager des conclusions sur le DDR et la stabilisation sensibles au genre dans d'autres contextes de conflit, afin d'éclairer le soutien au DDR et à la stabilisation en RDC.

Méthodologie

La première partie du rapport passe en revue les enseignements du FCS et est basée sur une étude de la documentation publiquement disponible relative au FCS, notamment les documents stratégiques et programmatiques, les documents de

⁴ La plupart des régions de l'Est de la RDC ont des systèmes de parenté patrilinéaire où la filiation et l'héritage sont transmis par la lignée masculine. Bien que les systèmes de parenté patrilinéaires et matrilinéaires puissent être patriarcaux, il a été avancé que les systèmes patrilinéaires réduisent le pouvoir et l'autonomie des femmes car les femmes vont vers le clan du mari après le mariage où elles ont moins de soutien de leur groupe de parenté. Il a été démontré que la structure de la parenté affecte une série de jalons sociaux pour les femmes et les enfants, et il a également été avancé que cette structure joue un rôle dans la violence organisée. Lowes, S. (2018). Matrilineal kinship and spousal cooperation: evidence from the matrilineal belt. Hudson, V. & Mafess, H. (2007) In plain sight: the neglected link between bride price and violent culture. *International Security* 42.1 (2017): 7-40.

projet, les rapports annuels et les évaluations du fonds et des projets. Cette étude a été complétée par 14 entretiens avec des parties prenantes impliquées dans le FCS et les projets soutenus par le FCS (voir l'annexe 2 pour la liste des personnes interrogées).

La deuxième partie du rapport, qui dégage des conclusions issues d'autres contextes, est basée sur une analyse documentaire.

Contexte du DDR et de la stabilisation soutenus par la communauté internationale en RDC

Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) et la stabilisation sont les pierres angulaires du soutien international à la paix et à la sécurité en RDC depuis près de deux décennies. Historiquement, les programmes de DDR et de stabilisation ont coïncidé avec une intervention militaire musclée dans le cadre de la stratégie de sécurisation de l'Est de la RDC. Le DDR a été un élément de l'approche dite « bâton puis carotte », dans laquelle les opérations militaires ont visé à neutraliser les éléments les plus durs des groupes armés qui résistent à la participation au DDR, tandis que les programmes de DDR contiennent une incitation à déposer les armes.⁵ De même, l'aide à la stabilisation précoce est venue compléter la stratégie militaire visant à « dégager et maintenir » les zones des groupes armés, de sorte qu'en théorie, l'État puisse intervenir et combler le vide sécuritaire laissé par les groupes armés.

Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation

La Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) a dirigé la mise en œuvre de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (I4S) depuis 2008. La première phase (2008-2012) visait à consolider les gains de sécurité, à restaurer l'autorité de l'État et à fournir les dividendes de la paix qui réduiraient les incitations à la mobilisation armée. Au cours de la première phase de l'I4S, les Nations Unies et les ONG ont mis en œuvre des projets pour un montant de 364 millions de dollars, en mettant l'accent sur la remise en état des routes et des infrastructures publiques, la formation des fonctionnaires de l'administration et de la police et la mise en œuvre de programmes de relance économique. Toutefois, l'approche centralisée du renforcement de l'État n'a pas donné les résultats escomptés.⁶ L'I4S a été profondément révisé en 2013 ; la nouvelle approche visait à renforcer les capacités et la responsabilité mutuelle entre l'État et la société afin de s'attaquer aux causes locales spécifiques des conflits, telles que les questions liées à l'identité et à la terre, et à placer la participation des communautés touchées par les conflits au centre de l'approche.

⁵ Muggah, R. & O'Donnell, C. 2015 Next Generation Disarmament, Demobilization and Reintegration. *Stability: International Journal of Security & Development*, 4(1): 30, pp. 1–12,

⁶ De Vries, H. (2016). The Ebb and Flow of Stabilisation in the Congo. Rift Valley Institute. De Vries, H (2015). Going around in circles: The challenges of peacekeeping and stabilization in the Democratic Republic of the Congo. Haag: Clingendael. Solhjell, R and Rosland, R 2017 Stabilisation in the Congo: Opportunities and Challenges. *Stability: International Journal of Security & Development*, 6(1): 2, pp. 1–13, DOI: <https://doi.org/10.5334/sta.478>

La stratégie révisée s'articule autour de cinq piliers, dont l'un était à l'origine consacré à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, avant d'être révisé et élargi pour se concentrer sur l'agenda FPS. Les piliers de l'I4S et l'évolution de la stratégie en matière de genre sont examinés de manière plus approfondie dans la section suivante de ce rapport.

Programmes nationaux de DDR

Les trois précédents programmes nationaux de DDR, mis en œuvre avec le soutien de la communauté internationale, ont connu de nombreux problèmes.⁷ Ces difficultés trouvaient leur origine dans des enjeux politiques plutôt que techniques. Il n'existait aucune feuille de route politique pour mettre fin aux conflits dans l'Est du pays ; les opérations militaires se sont poursuivies en parallèle, ce qui a nui à la confiance nécessaire à la mise en œuvre du DDR,⁸ et le processus de DDR, dirigé de manière centralisée, a été infléchi pour servir les intérêts politiques, militaires et économiques des acteurs de l'État congolais, souvent sans se soucier du bien-être des combattants démobilisés ou des communautés dans lesquelles ils devaient être réintégrés. Certains chercheurs ont avancé que le processus a involontairement contribué à la fragmentation croissante des groupes armés et a alimenté les cycles de remobilisation.⁹ La pratique consistant à intégrer les dirigeants des groupes armés dans les forces de sécurité a donné lieu à une prolifération de nouveaux commandants, tandis que les indemnités de réinsertion et l'obligation de rendre les armes ont incité à « s'armer pour désarmer ».

Si certains efforts passés de DDRRR ont été couronnés de succès, notamment le soutien apporté au rapatriement volontaire des FDLR et de leurs familles au Rwanda, les difficultés ont néanmoins été nombreuses. Au cours de la phase la plus récente (DDR III), les combattants et les membres de leur famille ont été cantonnés dans de mauvaises conditions dans des camps, ce qui a provoqué des émeutes et des décès dus à la famine ; les FARDC ont intensifié leurs opérations militaires dans l'Est du pays alors que le programme était en cours, de sorte que le programme a dévié de son objectif initial et est devenu un fourre-tout pour les combattants ayant fait défection ;¹⁰ la corruption et l'utilisation abusive des fonds de DDR étaient endémiques ;¹¹ des groupes armés ont été incorporés dans les FARDC, quel que soit de leur bilan en matière de droits de l'homme et sans réforme du secteur de la sécurité, puis, dans certains cas, redéployés dans leurs anciennes zones d'opération.

Les processus de DDR précédents en RDC ont permis de dégager un certain nombre d'enseignements, dont certains font écho aux enseignements des initiatives de DDR de deuxième et troisième génération menés dans des situations de conflit actif à l'échelle mondiale.¹² Ces enseignements sont les suivants :

- Les approches centralisées de type « taille unique » ne sont pas adaptées à la RDC ; il faut un changement radical vers une programmation localisée et tenant compte du contexte.¹³

⁷ DDR I de 2004 à 2009 (basé sur les accords de Lusaka en 1999 et de Sun City en 2002); DDR II de 2009 à 2012. L'ONU a mené un processus de désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation (DDRRR) parallèle afin de réintégrer les anciens FDLR au Rwanda pendant la même période. DDR III (2013-2019) était initialement centré sur la démobilisation des M23, mais s'est transformé afin d'inclure d'autres groupes armés de l'Est de la RDC.

⁸ Ibid.

⁹ Solhjell R., & Rosland, M. 2017. Stabilisation in the Congo: Opportunities and Challenges. *Stability: IJSD*, 6(1), 2.

¹⁰ World Bank and UNDPO (2019). Summary Report: Review of DDR/DDRRR/CVR Processes in DRC: Lessons Learned and the Way Forward.

¹¹ Congo Research Group (2022). It Takes (More Than) Two to Tango: Armed politics, combatant agency and the half-life of DDR programmes in the Congo, <https://www.gicnetwork.be/it-takes-more-than-two-to-tango/>

¹² Avis, W. 2021. Lessons learned from community-based approaches to DDR. K4D Helpdesk Report.

¹³ World Bank and UNDPO (2019). Summary Report: Review of DDR/DDRRR/CVR Processes in DRC: Lessons Learned and the Way Forward.

- Les programmes de droits individuels ne fonctionnent pas dans les situations de crise active.¹⁴ Parmi les défis à relever, on peut citer le fait que les prestations individuelles peuvent être perçues comme une récompense pour les combattants, qu'elles provoquent des tensions liées à la question de savoir qui est inclus/exclu, qu'elles désavantagent les femmes et qu'elles ont été conçues sans tenir suffisamment compte des réalités socio-économiques et des besoins des anciens combattants.¹⁵
- Dans un contexte fragmenté, la cohérence politique et la coordination opérationnelle sont essentielles ; on ne peut pas non plus supposer que le gouvernement est un acteur neutre.¹⁶
- Il convient d'aborder les dimensions psychosociales de la mobilisation armée, et pas seulement les questions économiques, afin de traiter la socialisation des combattants dans la vie militaire, ainsi que des questions telles que la santé mentale et la stigmatisation auxquelles sont confrontés les anciens combattants et les personnes à leur charge.¹⁷

P-DDRCS

En juillet 2021, le GovRDC a mis en place une nouvelle institution sous l'autorité du Président avec un mandat plus large pour le DDR, le programme de réintégration communautaire et de stabilisation (P-DDRCS). La responsabilité institutionnelle du DDR et de la stabilisation est ainsi réunie sous un même chapeau, remplaçant les anciennes institutions gouvernementales responsables de la stabilisation (STAREC) et du DDR (PNDDR). Une stratégie nationale sur le DDRCS a été approuvée en avril 2022.

La nouvelle approche vise à tirer les leçons du passé. Elle se veut plus décentralisée et axée sur le niveau communautaire. Les gouverneurs de provinces et les autorités locales sont censés jouer un rôle plus important dans la planification et la coordination grâce à une structure opérationnelle décentralisée. L'objectif est également de faire participer les combattants et les membres de la communauté au niveau local, notamment les femmes et les jeunes. En outre, l'intégration des ex-combattants dans les FARDC sera fortement limitée, et un engagement a été pris de ne pas accorder l'impunité dans les cas de violation des droits de l'homme.

Cependant, il ne semble pas y avoir de consensus sur la manière dont la stratégie nationale de la DDRCS sera mise en œuvre. La stratégie elle-même est ambiguë sur des questions cruciales : alors qu'elle indique clairement qu'elle sera basée sur la communauté et que la prise de décision sera décentralisée, de nombreux aspects de la planification descendante et du DDR traditionnel ont été préservés. Les entretiens ont mis en évidence des divergences de vues entre le gouvernement et la communauté internationale sur la manière dont la stratégie doit être mise en œuvre dans la pratique. L'idée qui sous-

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Congo Research Group (2022).

¹⁶ World Bank and UNDP (2019).

¹⁷ Congo Research Group (2022).

tend le P-DDRCS est d'établir un programme unique dirigé au niveau national et qui fusionne le DDR et la stabilisation. Cependant, un certain nombre de personnes interrogées craignent que si ce programme national devait remplacer le soutien international par le biais de l'I4S, cela pourrait affaiblir considérablement l'approche décentralisée et communautaire.

En outre, le DDR reste un sujet hautement contesté et politisé. Le gouvernement n'est pas un agent neutre ; le risque que le soutien international à une stratégie dirigée par le gouvernement fasse l'objet de manipulations pour servir les intérêts de certaines élites et ne se déroule pas comme prévu est élevé. La MONUSCO n'est pas non plus perçue comme neutre - la confiance de la population congolaise a été fortement entamée comme l'ont montré les récentes manifestations anti-MONUSCO. Ces réalités politiques pourraient entraver les efforts visant à mettre en œuvre la stratégie nationale de la DDRCS tel que prévu, et à promouvoir de manière significative la participation des femmes et une approche sensible au genre.

Revue des dimensions du genre dans le support à la stabilisation venant du FCS

Évolution de la stratégie de genre de l'I4S et du FCS

Le FCS a été mis en place en 2016 pour coordonner le soutien international à l'I4S révisé, avec une mise en œuvre dirigée par l'unité de soutien à la stabilisation (USS) de la MONUSCO. L'approche stratégique du FCS concernant l'agenda femmes, paix et sécurité (FPS) et le genre a été guidée avant tout par l'I4S. Le FCS soutient des résultats liés aux cinq piliers de l'I4S (voir encadré 2), dont l'un – le 5^{ème} – est consacré à l'objectif d'égalité des sexes. Le pilier 5 était initialement axé sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS), mais il a ensuite été reformulé pour englober le soutien à la participation des femmes à tous les aspects de la consolidation et de la stabilisation de la paix.

PILIER 1 : DIALOGUE DEMOCRATIQUE - Soutient un dialogue participatif et inclusif, impliquant les acteurs communautaires (y compris les femmes et les jeunes), les gouvernements nationaux et provinciaux, afin de formuler une vision collective et des solutions concrètes pour transformer les conflits violents.

PILIER 2 : SÉCURITÉ - Vise à réduire les menaces contre la vie, les biens et la liberté de mouvement, en renforçant la confiance et la responsabilité entre les acteurs de la sécurité et la population, et en améliorant sa protection (y compris dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes).

PILIER 3 : RESTAURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT - Vise à accroître la reconnaissance de l'État en tant que principal fournisseur de services, par l'État de droit et l'accès à la justice, le soutien à la décentralisation, la gestion des terres et la gestion des sites miniers.

PILIER 4 : RETOUR, RÉINTÉGRATION ET RÉCUPÉRATION - Vise à faciliter la (ré)intégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des réfugiés, des rapatriés, des ex-combattants et des jeunes à risque, et à atténuer la lutte pour les ressources.

PILIER 5 : FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ - Vise à aider les femmes à influencer et à participer à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix et à être reconnues comme des acteurs du changement social.

Encadré 2. Les domaines de résultats stratégiques du FCS liés aux cinq piliers de l'I4S¹⁸

Au cours de la première phase de l'I4S (2008-2012), une série d'activités ont été menées avec un budget de 62 millions de dollars, axées sur les « répercussions immédiates de la violence sexuelle et le renforcement de la capacité des institutions publiques en RDC à prévenir et à répondre aux cas de violence sexuelle ». L'évaluation du pilier en 2012 a révélé que si les activités ont pu contribuer à renforcer la prévention des VSS, les résultats tangibles et l'impact sur la stabilisation n'étaient pas clairs, en raison des défis stratégiques, de coordination, de suivi et d'évaluation.¹⁹ L'accent mis sur les VSS a été reporté à la phase 2 de l'I4S. Cependant, au cours de cette phase, le pilier 5 a cherché à accorder plus d'attention à la prévention des VSS, à leurs liens avec le conflit, ainsi qu'à mieux coordonner les activités avec l'approche de stabilisation.

En 2017, à la suite d'une révision interne, le pilier 5 a été élargi et rebaptisé « Femmes, paix et sécurité ». Cette décision reposait sur la reconnaissance du fait que, même si les VSS étaient toujours importantes, l'I4S devait changer d'orientation et ne plus considérer les femmes comme de simples victimes du conflit, mais reconnaître leur rôle qu'elles jouent dans la consolidation de la paix et le changement social. La nouvelle approche visait à reconnaître plus explicitement les liens entre les inégalités entre les sexes et les dynamiques de conflit en cours, et à soutenir la participation, l'influence et l'autonomisation des femmes. La note conceptuelle guidant le cinquième pilier (2017-2022) indique clairement que la question FPS a une dimension transversale et que le genre doit être intégré à tous les autres piliers, en mettant l'accent sur la participation des femmes à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.²⁰

Opérationnalisation de la stratégie genre du FCS

En 2014, treize analyses de conflit ont été commandées puis réalisées par les partenaires de mise en œuvre, couvrant différentes zones géographiques de l'Est de la RDC. Les analyses de conflit ont alimenté le développement de stratégies provinciales de stabilisation (SPS) et de plans d'action prioritaires (PAP) dans chacune des trois provinces de l'Est de la RDC. Les SPS et les PAP ont ensuite été validés par les autorités provinciales et nationales en 2015. L'année suivante, le FCS a été lancé. Ce fonds a fait des appels à propositions et a financé un certain nombre de projets axés sur les zones de conflit prioritaires dirigés par des consortiums composés d'agences des Nations Unies et d'ONG internationales et congolaises. Si, en théorie, les projets étaient des réponses aux SPS et PAP, en pratique, plus d'un an s'est écoulé entre leur validation en 2015 et la distribution des fonds aux partenaires de mise en œuvre en 2017. Ces projets ont largement défini leurs objectifs et leurs résultats en réponse aux piliers de l'I4S. Dans de nombreux cas, les organisations de mise en œuvre ont procédé à des évaluations participatives des conflits et ont facilité les processus de dialogue locaux et multipartites qui ont servi à identifier les priorités à soutenir dans le cadre des activités financées par les projets.

¹⁸ The Pillars were revised in 2017. This reflects the revised Pillars.

¹⁹ Research Network: Joint Evaluation of Conflict Prevention and Peacebuilding in the Democratic Republic of Congo, 2011. Cited in ISSSS (2017-2022), Pillar 5, Women, Peace and Security.

²⁰ ISSSS Concept Note for Pillar 5 – Women, Peace and Security (2017-2022).

Depuis 2020, les objectifs prioritaires de stabilisation (OPS) sont révisés chaque année dans le cadre d'un atelier participatif impliquant les partenaires de mise en œuvre, la société civile, les groupes de jeunes et de femmes, les autorités provinciales, la MONUSCO et les agences des Nations Unies. Cette révision vise à prendre en considération les SPS/PAP ainsi que les résultats des dialogues démocratiques et des consultations communautaires entrepris dans le cadre des projets soutenus par le FCS. Les OPS sont ensuite approuvés par le conseil d'administration provincial (CAP), composé du gouverneur de la province et de représentants de l'unité stabilisation de la MONUSCO (USS). Les OPS formulés en 2020 et 2021 étaient en grande partie insensibles aux questions de genre - dans les trois provinces, seul un objectif en Ituri semble répondre à des préoccupations spécifiques au genre. Ici, la priorité est que « les ex-FRPI et les femmes et enfants associés aux groupes armés soient démobilisés et réintégrés dans leurs communautés », en réponse à la préoccupation suivante : dans le processus de réintégration de la milice FRPI suite à l'accord de paix de 2020 entre le GovRDC et la FRPI, « une attention particulière devrait être accordée à la réintégration des femmes et des enfants associés à la FRPI ».²¹

L'USS n'a pas mis en place d'approche ou de méthodologie standard pour les processus d'analyse et d'évaluation des conflits menés par les partenaires de mise en œuvre, y compris concernant les modalités d'intégration du genre. D'après les entretiens avec le personnel de l'USS, la prise en compte du genre dans les processus d'analyse et d'évaluation des conflits a été inégale. Les membres du personnel présentant de longs états de service ont indiqué que l'approche a évolué avec le temps et que le genre a été progressivement intégré, mais que la qualité de cette analyse pourrait être améliorée. Le personnel de l'USS a également indiqué que le processus d'accord sur les SPS, PAP et OPS et de détermination des priorités à inclure dans les appels à propositions est le produit d'une négociation politique, impliquant les autorités provinciales et nationales (précédemment STAREC). L'agenda FPS n'a généralement pas été considéré comme une priorité, bien qu'il ait toujours été inclus comme un « élément standard » dans les appels à propositions.

Le cinquième pilier a été mis en œuvre de deux manières principales au niveau des projets :

1. Le FPS était l'un des objectifs stratégiques et résultats attendus de nombreux projets : L'inclusion du FPS en tant que pilier de l'I4S a signifié que de nombreux projets du FCS ont intégré les objectifs liés au FPS (ou parfois la version précédente axée sur la prévention des VSS) comme l'une des principales cibles stratégiques.
2. Intégration de la dimension de genre : Le FCS a cherché à aider les partenaires à intégrer le genre comme une question transversale pertinente pour tous les piliers, projets et activités. L'approche de la SSU comprenait les éléments suivants:²²
 - Exiger que tous les projets soutenus par le FCS développent une stratégie de genre ;

²¹ Les objectifs prioritaires de stabilisation et leur processus de révision sont décrits dans les rapports annuels du fonds de 2020 et 2021.

²² Interviews avec les membres de l'équipe USS de la MONUSCO.

- Exiger qu'au moins 15 % du budget de toutes les activités de projet soient consacrés à l'égalité des sexes ;
- Fixer l'objectif d'une participation de 30 % de femmes aux activités et en tant que bénéficiaires du projet.
- Encourager les partenaires de mise en œuvre à mettre en place une expertise interne en matière de genre.
- Exiger des partenaires de projet qu'ils prennent en compte l'égalité des sexes et en rendent compte dans le cadre du suivi, de l'évaluation et des rapports, y compris les données ventilées par sexe et les rapports narratifs sur les résultats en matière d'égalité des sexes.
- Fournir aux partenaires de mise en œuvre un soutien technique en rapport avec ce qui précède, par l'intermédiaire du conseiller en matière de genre de l'USS.

Réalisations et résultats du soutien aux questions de genre et à l'agenda FPS par le FCS

L'équipe a réalisé une analyse documentaire dans une perspective de genre des projets soutenus par le FCS à partir de 2017, pour lesquels la documentation du projet était accessible au public²³ (voir l'annexe 1 pour le résumé de cette analyse.)

Les informations disponibles sur lesquelles baser une évaluation des résultats ou des effets du soutien du FCS dans une perspective de genre sont limitées. Historiquement, l'approche « suivi, évaluation et apprentissage » (SEA) au niveau du fonds a été faible et l'USS n'a pas mis en place de cadre pour agréger les résultats et les effets au niveau du fonds.²⁴ Le système de contrôle de la stabilisation a été mis en place pour répondre à cette situation et assure le suivi d'un ensemble de résultats et d'indicateurs quantitatifs pour chaque pilier depuis 2021, mais les projets n'ont pas toujours été alignés sur ce cadre. Les évaluations au niveau du fonds se sont principalement concentrées sur les niveaux stratégiques et opérationnels, plutôt que sur les résultats ou l'impact du soutien du FCS, et la perspective de genre a été limitée.²⁵ Bien que l'approche SEA ait clairement eu lieu au niveau des projets dans de nombreux cas - il y a eu des évaluations de fin de projet couvrant huit projets-²⁶ il est assez difficile d'obtenir une image cohérente des résultats et des effets au niveau du fonds. Les objectifs et les résultats liés au FPS et à l'égalité des sexes n'ont, dans de nombreux cas, pas été suffisamment

²³ L'équipe a examiné les rapports de fonds, les documents de projet et les rapports narratifs de projet qui sont accessibles au public sur le portail Web du MPTF pour le FCS, <https://mptf.undp.org/fund/cds00>. Dans quelques cas, les personnes interrogées ont fourni des documents de projet, des estimations et des évaluations supplémentaires, qui ont été inclus dans l'examen.

²⁴ Onana, R. et al., 2022. External Evaluation of the Coherence Fund for Stabilisation.

²⁵ L'équipe a examiné deux évaluations globales du fonds, l'une datant de 2018 et une ébauche de l'évaluation faite en 2022.

²⁶ Des évaluations externes ont été faites pour les projets suivants et elles ont été révisées : Pamoja Kwa Amani South Irumu, Pamoja Kwa Amani na Maendeleo ; Pamoja Kwa Djugu ; Together for Beni (Ensemble pour Beni) ; Consolidation de Kalehe nord projet de stabilisation intégré ; Armani ni Njiya ya Maendeleo Phase II à Mambasa ; Njia za Makubaliano ; Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani. Lorsque les évaluations finales n'étaient pas disponibles, les principales sources d'information sur les résultats ont été collectés via les rapports narratifs annuels consolidés du FCS (le plus récent disponible étant celui de 2021), les rapports narratifs finals de projet (disponibles pour certains projets seulement) et les rapports annuels de projets (le plus récent disponible étant celui de 2020).

concrets et spécifiques. En conséquence, la qualité des rapports et de l'évaluation en relation avec le pilier FPS a été particulièrement faible. La prise en compte du genre en tant que question transversale s'est souvent limitée à rapporter le nombre de bénéficiaires et de participants aux réunions, hommes et femmes.

Dans l'ensemble, 9 des 18 projets comprenaient un objectif spécifique en lien avec le cinquième pilier (VSS ou FPS). Sur la base d'une étude des documents de projet, nous avons estimé que plusieurs projets étaient **sensibles à la dimension du genre** dans leur conception, ce qui se définit comme une programmation qui remet délibérément en question les normes de genre inéquitables en ouvrant un espace pour questionner et transformer des structures, des normes et des relations de pouvoir de genre inéquitables. La plupart des projets étaient, au minimum, **sensibles à la dimension du genre** dans leur conception, ce qui signifie qu'ils étaient conscients des effets de la dynamique de genre sur les résultats du programme et qu'ils ont cherché à travailler au sein ou autour des inégalités existantes pour atteindre ces résultats, mais qu'ils n'ont pas nécessairement modifié leurs activités afin de remettre en question les normes de genre ou les relations de pouvoir inéquitables.

Cette étude a été en mesure de tirer quelques conclusions basées sur les évaluations externes des projets et les rapports narratifs :

- De nombreux projets ont *réussi à inclure les points de vue des femmes dans les processus* de dialogue et de prise de décision, traditionnellement considérés comme le domaine de l'élite politique masculine et des chefs de groupes armés. L'objectif de 30 % de représentation féminine dans les réunions de dialogue a généralement été atteint. Les personnes interrogées ont souligné que le rôle des femmes relevait souvent plus de la consultation que de l'influence. Néanmoins, elles considèrent qu'il s'agit d'un début important dans le contexte fortement patriarcal de la RDC. Plusieurs projets ont réussi à promouvoir le leadership des femmes et leur rôle actif au sein des structures de paix communautaires et des initiatives de paix locales. La représentation des femmes a été plus difficile dans les structures décisionnelles de gouvernance locale et de sécurité ; la représentation des femmes dans les structures formelles de gouvernance locale était souvent faible (moins de 10 %). Malgré cela, quelques exemples font apparaître le lien entre la nomination de femmes à des postes de direction locaux et le plaidoyer et le soutien au leadership des femmes entrepris dans le cadre des projets du FCS.²⁷
- Plusieurs projets ont développé la capacité des *organisations de femmes congolaises à s'engager sur les questions de paix, de stabilisation et de DDR*. Si les organisations de femmes congolaises ont de l'expérience

²⁷ L'évaluation finale du projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani conclut que l'amélioration de la participation des femmes aux structures publiques dans la zone du projet a été observée, et qu'elle est attribuée à la sensibilisation menée par le projet. Cette évaluation constate également que le fait que le projet ait insisté pour que les femmes soient représentées dans de nombreuses structures qu'il soutient a contribué à renforcer la confiance des femmes. Le rapport narratif final du projet indique que le projet a aidé les militantes locales à lutter pour obtenir plus de postes dans les prises de décision locales, et qu'en conséquence, plus de 56 femmes ont été nommées "cheffes d'avenues" à Kamanyola. Il indique également que le projet a permis l'émergence d'un groupe de plus de 60 femmes leaders soutenues par le projet, qui occupent aujourd'hui des postes décisionnaires et qui sont impliquées dans les questions de gouvernance, de sécurité et de paix.

en matière de développement et d'aide humanitaire, elles étaient moins bien renseignées sur les questions de paix et de sécurité. Certains projets ont contribué à renforcer leur expertise et leur confiance pour qu'elles puissent s'engager dans des plaidoyers et relier leur travail aux processus locaux de consolidation de la paix et de DDR.

- Presque tous les projets ont *enregistré et communiqué des données ventilées par sexe* dans des rapports narratifs concernant les bénéficiaires et les participants aux réunions. Un certain nombre de projets ont également entrepris des sondages initiaux et/ou finaux présentant des données ventilées par sexe.
- Dans le cadre du soutien au retour, à la réintégration et au rétablissement, plusieurs projets ont soutenu l'autonomisation sociale et économique des femmes et des filles, par exemple en formant des coopératives et en renforçant la position des femmes en leur sein, en augmentant l'accès des femmes au crédit, en soutenant des centres d'alphabétisation et en facilitant la réintégration des filles à l'école.
- Plusieurs des projets qui ont travaillé sur la gouvernance foncière et la résolution des conflits fonciers ont mis l'accent sur l'amélioration de la sécurité foncière et de l'accès des femmes à la terre. Par exemple, le projet Pamoja Kwa Amani dans le sud d'Irumu a rapporté que le plaidoyer mené par UN Habitat a conduit à la signature d'un acte d'engagement par les chefs coutumiers pour accorder des droits fonciers à 50 femmes par entité.²⁸ Plusieurs projets rapportent également que les ménages dirigés par des femmes ont bénéficié de la médiation des conflits fonciers.
- Plusieurs projets qui ont fait de la lutte contre les VSS un domaine d'intervention ont documenté des résultats relatifs au changement de comportement et à la modification des normes de genre néfastes qui sous-tendent ces violences. Certains projets ont également facilité l'accès des survivant.e.s à la justice ainsi que l'accès aux soins et au soutien psychosocial. Toutefois, ces résultats étaient limités géographiquement. Plusieurs évaluations ont mis en doute la durabilité des interventions compte tenu de la durée et du niveau d'investissement consentis par les projets, étant donné la nature structurelle et systémique des défis à relever.

²⁸ Final Project Narrative Report for the Pamoja Kwa Amani project.

Enseignements tirés du FCS pour une stabilisation sensible au genre en RDC :

Au final, la mise en œuvre effective du cinquième pilier a été freinée par des difficultés liées à l'opérationnalisation de l'I4S dans son ensemble. L'évaluation externe de la phase 2 en 2018,²⁹ associée à un processus de révision interne, a identifié d'importantes préoccupations. Celles-ci n'étaient pas spécifiques à l'agenda FPS, mais ont eu un impact sur l'efficacité du soutien dans ce domaine. L'USS a développé un nouveau cadre programmatique et opérationnel (2020-2024) destiné à remédier aux problèmes identifiés. Certains des enseignements généraux sont discutés ci-dessous, en accordant une attention particulière à leur pertinence pour le pilier FPS.

1. Le dialogue démocratique devrait être la clé de voûte du soutien à la stabilisation et un point d'entrée primaire pour l'agenda FPS. Un des enseignements clés de la phase 2 de l'I4S est que le dialogue démocratique (pilier 1) devrait être au cœur du processus de stabilisation communautaire. Il devrait être le processus central permettant de définir les objectifs et priorités de stabilisation, qui à leur tour, devraient être mis en œuvre par le biais des autres piliers. Ceci est pertinent pour le pilier 5, car **le dialogue démocratique devrait être au centre de la stratégie pour mettre sur la table le point de vue des femmes.** Cependant, les processus de dialogue et de planification qui ont été menés n'ont pas toujours été conçus pour aborder les dynamiques de pouvoir entre les sexes et surmonter les obstacles à une participation et une influence significatives des femmes. L'accent a souvent été mis sur la réalisation de l'objectif de 30 % de participation féminine aux réunions, mais cela n'est pas suffisant. Une série de stratégies ont été utilisées pour s'assurer que les perspectives des femmes et la dynamique de genre soient prises en compte dans les processus de dialogue et de planification, y compris : fournir un soutien ciblé aux groupes de femmes pour qu'elles s'engagent dans des actions de plaidoyer, et établir des quotas/critères de sélection ; organiser de multiples forums de consultation rassemblant différentes parties prenantes (par exemple, groupes d'entraide de femmes entre communautés et générations) pour discuter des questions de genre, de conflit et de paix et aider les femmes de la communauté et les groupes de femmes à jouer un rôle de leadership dans le processus de dialogue (par exemple, en tant que médiateurs, facilitateurs).

2. L'analyse des conflits et les processus d'évaluation des conflits locaux doivent être renforcés pour garantir leur pertinence tant au niveau politique que sur le terrain, et pour y intégrer les questions de genre. Une leçon générale tirée de la phase 2 de l'I4S est que l'approche de l'USS en matière d'analyse de conflit doit être renforcée afin d'améliorer la qualité et la pertinence des actions sur le terrain, ainsi que pour informer l'engagement politique. Ces dernières années, l'USS a sous-traité sa fonction d'analyse de conflit à l'Université de Gand, et la perspective de genre a été peu marquée. Au niveau local et au niveau des projets, l'approche de l'évaluation des conflits a été largement déterminée par les partenaires de

²⁹ Collin, C. & Mushizi, C.M. (2018). Evaluation du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation.

mise en œuvre. Le FCS n'a pas fourni d'orientation claire et n'a pas eu de contrôle quant au moment et à la manière dont l'analyse et l'évaluation des conflits locaux devait être effectuée, ni quant à la manière d'y intégrer la perspective de genre. **Les processus d'analyse et d'évaluation des conflits locaux doivent intégrer le point de vue des femmes et mettre en évidence les liens entre les facteurs de conflit et les dynamiques de genre.** L'identification de ces questions au stade de l'analyse/évaluation est une condition préalable à l'élaboration de réponses adaptées au contexte, tant au niveau politique que sur le terrain. Pour être pertinent, il faut prendre en compte non seulement le contenu, mais aussi le processus - par exemple, comment engager les partenaires à élaborer une approche commune du contexte, et comment consulter ou inclure les membres de la communauté, y compris les femmes, dans la définition des problèmes et des solutions.

3. L'engagement politique, le plaidoyer et la diplomatie afin de surmonter les blocages politiques liés à la stabilisation, y compris ceux de l'agenda FPS, ont été limités. L'engagement politique doit se préparer à s'investir dans le plaidoyer et la diplomatie pour contester la position des responsables gouvernementaux lorsque c'est nécessaire, ainsi que pour rassembler les parties prenantes dans un dialogue qui crée un espace pour questionner et discuter des questions litigieuses. L'agenda FPS est politique par nature - l'engagement avec les dirigeants politiques peut être nécessaire pour créer un espace permettant une participation significative des femmes. Il peut s'agir, par exemple, d'un plaidoyer pour obtenir l'engagement d'un quota de représentation des femmes dans les structures de gouvernance locale ; ou d'une initiative visant à établir des liens entre les efforts de paix venant de la base, où les femmes jouent souvent un rôle central, et les négociations de haut niveau et décisions en matière de paix et de sécurité, domaine habituellement dominé par des dirigeants politiques et militaires masculins.³⁰

4. Dans l'ensemble, le fait de traiter l'agenda FPS comme une question transversale à intégrer aux autres piliers a eu pour effet d'éparpiller l'attention qui lui a été portée. L'efficacité de l'intégration en tant que stratégie a été considérablement compromise par les faiblesses plus générales de l'opérationnalisation du FCS, notamment le manque de clarté concernant les objectifs prioritaires et les résultats spécifiques, l'absence de cadre de résultats de programme opérationnel et d'un système SEA, ainsi que les défis liés à la coordination opérationnelle entre les partenaires de mise en œuvre soutenus par le FCS et les projets eux-mêmes.

5. Le FCS a eu de la difficulté à définir des objectifs et des résultats concrets et spécifiques à atteindre au niveau global en matière de FPS/genre. La capacité du FCS à définir les résultats et les effets spécifiques qu'il vise à atteindre au niveau global a historiquement été faible dans tous les domaines. Ce constat est particulièrement vrai en matière de FPS et de genre étant donné qu'il s'agit de questions transversales. Les notes conceptuelles révisées (2017-2022) pour les piliers 1 à 5 fournissent un aperçu stratégique à cet égard. Cependant, cela ne s'est pas traduit en résultats clairs dans le cadre du programme I4S (2020-2024). Cela ne s'est pas non plus traduit en résultats concrets et spécifiques en matière de FPS et

³⁰ Cano, M., 2015. Gender Audit of the Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of Congo and the Region. International Alert.

d'égalité des sexes au niveau des projets. À ce niveau, les objectifs ont souvent été généraux, vagues et irréalistes compte tenu des ressources et des délais disponibles pour l'ensemble des piliers, et souvent aucun résultat spécifique n'a été défini en relation avec le pilier FPS. Cela fait écho aux faiblesses plus générales qui caractérisent le FCS dans sa capacité à mettre en place un cadre de résultats de programme fonctionnel, mais aussi à l'insuffisance de l'expertise en matière de genre et de conflit au sein de l'USS, et aux inégalités d'expertise sur les questions de genre parmi les partenaires/consortiums de mise en œuvre. Pour que l'agenda FPS soit intégré de manière significative, et pour fournir une base à la SEA, des objectifs/résultats prioritaires spécifiques liés aux autres piliers et à la dynamique de conflit et de paix doivent être définis au niveau global et traduits en résultats au niveau des projets. En voici quelques exemples : « Capacité accrue des organisations de femmes à coordonner et à faire des recommandations dans les forums de dialogue démocratique », « Augmentation du nombre de litiges fonciers locaux résolus pour protéger les droits fonciers des femmes » ou « Augmentation de la représentation des femmes dans les structures décisionnelles des villages/territoires ». En l'absence d'un cadre de résultats fonctionnel, de nombreux projets se sont concentrés sur l'enregistrement du nombre de participantes ou de bénéficiaires féminines pour atteindre l'objectif des 30 %, plutôt que sur l'enregistrement des progrès réalisés vers des résultats spécifiques qui soutiennent l'égalité des sexes, la paix et la stabilité.

6. Au niveau des projets, la prise en compte de la problématique FPS et du genre en tant qu'objectif spécifique a amélioré dans une certaine mesure leur sensibilité à la dimension de genre, mais la capacité à tirer parti des synergies avec les autres piliers a souvent été faible. Un grand nombre de projets étaient sensibles à la dimension de genre et ce trait était généralement plus marqué dans les projets qui incluaient l'agenda FPS et les VSS comme objectif stratégique. Cependant, les activités liées au pilier 5 ont souvent été mises en œuvre à part et dirigées par un partenaire, sans nécessairement tirer parti des synergies entre les différents piliers. Cela met en évidence un défi plus général auquel sont confrontés de nombreux projets soutenus par le FCS, qui ont eu du mal à assurer la coordination opérationnelle entre les différents partenaires de mise en œuvre qui ont dirigé différents piliers, en particulier dans le cadre de grands consortiums.³¹ L'expérience a varié d'un projet à l'autre ; dans certains cas, ces liens ont été établis de manière efficace, ce qui montre l'intérêt d'une approche plus intégrée (voir l'encadré 3).

Selon l'évaluation finale du projet Pamoja Kwa Amani dans le sud d'Irumu, COOPI, le partenaire qui a dirigé les activités sur les VSS jouait également le rôle de point focal sur le genre pour le consortium et a aidé à intégrer le genre dans les activités des autres membres du consortium, notamment par le biais d'un groupe de travail sur le genre qui a été mis en place au cours du projet. Le projet a également été en mesure de répondre à une vague de viols commis par des milices de

³¹ Par exemple, l'évaluation finale du projet Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani au Sud-Kivu a révélé que la pertinence, l'efficacité et l'impact du projet ont été affectés par de graves problèmes de gestion et de supervision du consortium et par la faiblesse des synergies entre les interventions des différents piliers.

manière coordonnée, en tirant parti des relations entre les différents partenaires du consortium. COOPI a organisé une formation sur les VSS pour les membres de la FRPI. En outre, COOPI a travaillé avec l'ACIAR, le partenaire du consortium qui dirige le processus de paix et de DDR de la FRPI, afin de prendre contact avec les officiers de la FRPI et de mener un plaidoyer à leur niveau. En outre, les contacts avec la MONUSCO ont permis de renforcer les patrouilles dans la zone. Ces initiatives auraient permis de réduire les violences sexuelles commises par la milice dans la zone du projet.

Encadré 3. Coordination et intégration opérationnelles du genre et des VSS dans le sud d'Irumu

Un meilleur système est nécessaire afin de surveiller les allocations financières liées à l'agenda FPS dans le but d'apporter un soutien stratégique aux résultats en matière d'égalité des sexes. L'USS ne semble pas avoir mis en place un système de suivi des allocations financières par pilier, ce qui rend difficile la détermination de la part des ressources allouées au FPS et au genre. La directive sur la budgétisation sensible au genre stipulait que 15 % du total devait être alloué à l'égalité des sexes par activité, mais cela ne s'est pas nécessairement traduit par un soutien stratégique aux résultats spécifiques en matière d'égalité des sexes. Parfois, cela a plutôt été compris comme un budget destiné à attirer des femmes dans les activités.

L'allongement de la durée des projets pourrait amener une vision plus durable du travail sur le FPS et l'égalité des sexes, activité qui nécessite un temps long. Dans de nombreux cas, les partenaires de mise en œuvre ne semblent pas avoir eu les ressources et le temps nécessaires pour maintenir l'élan initial suscité par les questions de genre/FPS (ainsi que d'autres piliers) - des recommandations ont été formulées mais n'ont pas eu de suites, des plans d'action ont été élaborés mais n'ont pas été mis en œuvre, des formations ont été organisées mais n'ont pas été suivies d'un soutien aux bénéficiaires pour une mise en pratique de leurs apprentissages.

Enseignements tirés des programmes de DDR et de stabilisation sensibles au genre dans d'autres contextes

Les femmes en tant que bénéficiaires : ex-combattantes, partisans, personnes à charge et membres de la communauté

Bien que les hommes constituent la majorité des membres des forces et des groupes armés, les femmes sont présentes dans la plupart des groupes armés non étatiques dans une variété de rôles en tant que combattantes ou non-combattantes. Malgré cela, le DDR a historiquement eu tendance à négliger la présence des femmes et des filles ainsi que les multiples rôles qu'elles jouent dans le soutien aux conflits armés et à la violence politique. Divers facteurs ont souvent conduit à l'exclusion des combattantes, des partisans et des femmes membres de foyers de combattants des processus traditionnels de DDR :

- On a tendance à considérer et à aider les femmes principalement en tant que victimes de conflit, alors que l'action des femmes - non seulement dans la consolidation de la paix, mais aussi dans le soutien et la perpétration de la violence - est rendue invisible.³² À l'inverse, les hommes - en particulier les jeunes hommes - ont tendance à être considérés comme des auteurs de violences, des fauteurs de troubles et des perturbateurs potentiels, surtout s'ils sont oisifs et sans emploi. Le raisonnement qui sous-tend les processus de DDR est qu'en apportant un soutien ciblé aux (ex-)combattants, il est possible de désamorcer la menace potentielle qu'ils représentent pour la paix et la sécurité et de prévenir la récidive. Lorsque les femmes sont incluses dans le processus de DDR, elles sont généralement considérées comme une catégorie « vulnérable » (au même titre que les enfants) nécessitant une assistance spéciale, mais elles ne sont pas prioritaires au regard des principaux objectifs de sécurité du DDR.

³² Wenche Iren Hauge (2020) Gender dimensions of DDR – beyond victimization and dehumanization: tracking the thematic, *International Feminist Journal of Politics*, 22:2, 206-226.

- La définition des combattants et les conditions d'éligibilité aux programmes de DDR ont souvent eu pour effet d'exclure les femmes. Par exemple, de nombreux programmes de DDR ont fait de la possession d'une arme une condition de participation, excluant les femmes combattantes qui ont pris part au combat mais n'étaient pas armées, comme celles qui interviennent dans le renseignement et l'assistance médicale et logistique. Reconnaisant ces lacunes, les normes internationales de DDR (NIDDR) ont cherché à élargir la définition des bénéficiaires potentiels pour prendre en compte les besoins des combattants, des partisans et des personnes à charge, hommes ou femmes, et à établir des critères d'éligibilité applicables aux femmes.³³
- Les relations de pouvoir entre les sexes au cours des négociations de paix, lors de la planification initiale du DDR et au sein des groupes armés déterminent la manière dont les femmes sont intégrées. Dans certains cas, les chefs des forces et groupes armés ne reconnaissent pas les femmes comme des combattantes officielles. Par exemple, le mouvement insurrectionnel d'Aceh (Gerakan Aceh Medeka - GAM) n'a pas inclus son bataillon féminin dans les combattants enregistrés, ce qui les rendait inéligibles aux programmes de réintégration.³⁴ En revanche, en Colombie, la participation des femmes aux négociations de paix ainsi qu'au suivi et à la mise en œuvre de l'accord - à la fois en tant que déléguées officielles aux pourparlers et par le biais de forums et commissions spéciales sur le genre incluant la société civile - a permis d'obtenir des engagements en matière de genre dans le processus de DDR et a conduit à une stratégie nationale de réintégration sensible au genre.³⁵
- Même dans les contextes où les ex-combattantes, les partisanes et les personnes à charge femmes ont été officiellement incluses, le processus de DDR était souvent mal adapté aux besoins particuliers des femmes, ce qui a dissuadé leur participation.³⁶ La pratique courante consistant à rassembler les combattants dans des sites de cantonnement où ils reçoivent une assistance transitoire et attendent d'être libérés peut dissuader les femmes de participer pour diverses raisons. Elles peuvent être plus susceptibles de ressentir un besoin urgent de rentrer chez elles en raison de leurs responsabilités domestiques et familiales. Elles sont également plus susceptibles de vouloir prendre leurs distances par rapport aux groupes armés, en particulier lorsqu'elles ont été forcées de les rejoindre, lorsqu'elles ont été confrontées à une stigmatisation sociale accrue, ou lorsqu'elles ont des préoccupations en matière de sécurité et craignent d'être exposées ou réexposées aux violences sexuelles et sexistes. Il peut arriver que les femmes n'accèdent pas au programme ou ne s'inscrivent pas pour y participer parce qu'elles ont l'impression que l'aide fournie ne correspond pas

³³ UN (2014), Operational Guide to the Integrated DDR Standards, <https://www.unddr.org/wp-content/uploads/2020/06/Operational-Guide-to-the-IDDRS-2014.pdf>

³⁴ Wenche Iren Hauge (2020).

³⁵ UN Department of Peace Operations, (2020). Gender responsive DDR: Promoting the Women, Peace and Security Agenda. https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/ddr_wps-promoting-the-wps-agenda.pdf

³⁶ Wenche Iren Hauge (2020) Gender dimensions of DDR – beyond victimization and dehumanization: tracking the thematic, *International Feminist Journal of Politics*, 22:2, 206-226.

à leurs besoins ou parce qu'elles ont un accès limité à l'information parce qu'elles n'ont pas été ciblées dans les campagnes de sensibilisation.³⁷

Le DDR communautaire³⁸ offre la possibilité d'atteindre un éventail beaucoup plus large de bénéficiaires et de parties prenantes au sein des communautés - au-delà des membres des groupes armés et des personnes à leur charge. Cela ouvre la porte au soutien des femmes membres de la communauté et des organisations de femmes dans des initiatives qui contribueraient à la transformation du conflit, à la consolidation de la paix, à la réconciliation et à la réintégration.

Cependant, dans la pratique, l'expérience de nombreux programmes de DDR à base communautaire montre qu'à ce jour, la « perspective de genre » est peu marquée, malgré les efforts déployés pour l'intégrer.³⁹ À l'instar du DDR traditionnel, les premiers processus de DDR communautaire (parfois appelés « DDR de deuxième génération ») ont souvent été conçus afin de cibler les membres actuels et anciens des groupes armés, les auteurs de troubles et d'autres personnes considérées comme « à risque » - et donc principalement les hommes. En général, l'accent est mis sur les mesures économiques et l'emploi, afin de maintenir ces groupes « à risque » occupés et de leur offrir des alternatives ou des incitations économiques pour décourager la violence. L'accent mis sur les groupes « à risque » s'est avéré problématique ; cela a parfois alimenté des stéréotypes négatifs et la stigmatisation de groupes démographiques considérés comme plus enclins à devenir violents ou délinquants (par exemple, les jeunes hommes appartenant à certains groupes ethniques ou religieux), aggravant involontairement leur marginalisation et compromettant leur réintégration.⁴⁰ En outre, en se concentrant sur la neutralisation des auteurs de troubles, ces approches ont souvent manqué l'occasion de soutenir des facteurs, des moyens et des acteurs favorables à la paix au sein des communautés, y compris le rôle positif potentiel des femmes et des hommes dans le changement social.

Les initiatives plus récentes (parfois appelées « DDR de troisième génération ») ont souvent été caractérisées par une tentative plus holistique de cibler les facteurs sociaux qui poussent au recrutement dans les groupes armés, ainsi que ceux qui favorisent la résilience et la réintégration. Les dimensions de genre de ces approches et de ces enseignements sont examinées plus en détail dans les sections suivantes.

³⁷ UN (2014). Tarnaala, E. 2016.

³⁸ Le terme DDR communautaire est utilisé ici pour décrire les programmes qui visent à lutter contre la violence armée en s'engageant à la fois auprès des groupes armés et des membres de la communauté au sens large. La terminologie de ces approches varie selon les organisations et les contextes, par exemple, réduction de la violence communautaire (RVC), réduction de la violence armée (RVA), réintégration et sécurité à base communautaire (RSBC), réintégration à base communautaire.

³⁹ Avis, W. 2021. Lessons learned from community based approaches to DDR. K4D Helpdesk Report.

⁴⁰ Pour une revue de la manière dont le traitement des jeunes hommes en tant que catégorie « à risque » a alimenté les stéréotypes, parfois en termes raciaux/ethniques, aggravant par inadvertance leur marginalisation, voir Simpson, G. 2018. The Missing Peace. Independent Progress Study on Youth, Peace and Security. FNUAP et PBSO.

Enseignements tirés de l'inclusion des femmes en tant que bénéficiaires :

1. La participation de femmes et d'experts en matière de genre aux négociations de paix et à la planification précoce du DDR peut contribuer à garantir l'inclusion des femmes bénéficiaires et la prise en compte des questions de genre.⁴¹ La représentation des femmes dans les structures de planification et de gestion des programmes de DDR au niveau national et infranational peut également contribuer à faciliter ce processus. Cependant, les négociations du « premier volet » et les structures de planification du DDR sont généralement dominées par les dirigeants des forces et groupes armés, en grande partie des hommes. La mise en place de plates-formes ou de forums parallèles incluant des militantes et des représentants de la société civile, afin de suivre et de s'engager dans des actions de plaidoyer liées à un processus de paix ; et d'autre part l'établissement d'un lien entre les négociations du « premier volet » et les processus de dialogue et de paix locaux, où les femmes peuvent souvent jouer un rôle plus important, peuvent potentiellement renforcer l'influence des femmes.

2. Le rôle des femmes dans le DDR ne devrait pas se limiter à des projets spéciaux pour les femmes associées à des forces et groupes armés (FAAFG – CSAGA) - la participation et le rôle actif des femmes en tant que FAAF – CSAGA et membres de la communauté sont essentiels. Il convient de veiller tout particulièrement à ne pas traiter les FAAF – CSAGA comme des victimes ou comme une catégorie vulnérable. Au contraire, l'expérience montre que les anciens combattants, hommes et femmes, peuvent devenir des agents positifs du changement, y compris des agents soutenant la paix et l'égalité des sexes (voir l'encadré 4 pour un exemple dans la région de Mindanao).

3. Pour pouvoir toucher et persuader les femmes de participer au DDR - à la fois comme ex-combattantes et comme membres de la communauté - les campagnes d'information doivent les cibler spécifiquement.⁴² Les femmes membres de la communauté et les anciennes combattantes doivent être impliquées dans la conception et la diffusion des informations. Il est important que les informations sur le DDR évoquent les motivations particulières des femmes et des hommes à rejoindre et à soutenir les groupes armés, ainsi que les services de soutien disponibles pour répondre à leurs besoins particuliers (par exemple les groupes de soutien pour les femmes, les services de santé sexuelle et reproductive).

En 2014, le gouvernement des Philippines et le plus grand groupe insurgé de la région à majorité musulmane de Mindanao, le Front islamique de libération moro (MILF), ont signé un accord de paix renforçant l'autonomie politique de la région. Le commandement du MILF n'avait initialement pas envisagé d'inclure sa force supplémentaire entièrement féminine, la Brigade auxiliaire féminine islamique Bangsamoro (BIWAB – BAFIB), dans le processus de « normalisation » (similaire au DDR dans d'autres contextes). En s'appuyant sur l'agenda FPS, l'ONU s'est engagée auprès des dirigeants du MILF pour faire accepter leur inclusion formelle, tout en travaillant également avec l'ancienne BIWAB – BAFIB pour soutenir leur plaidoyer. Cette initiative a mis l'accent sur le rôle de leader que pouvait jouer la BIWAB - BAFIB dans le

⁴¹ Cette affirmation est étayée par des études de cas. Voir Tarnaala, E. (2016). Women in armed groups and fighting forces: Lessons learned from gender-sensitive DDR programmes. NOREF.

⁴² O'Niell, J. (2015). Engaging Women in Disarmament, Demobilisation and Reintegration: Insights for Colombia, Inclusive Security.

processus de transition, la considérant comme un point d'entrée clé pour soutenir l'inclusion des femmes dans les nouvelles structures de gouvernance et d'administration. Cela a abouti à un programme, financé en partie par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF),⁴³ visant à soutenir les anciens membres de la BIWAB - BAFIB en tant qu'agents de la paix et de l'égalité des sexes dans leurs communautés dans des rôles spécifiques, notamment comme médiateurs au niveau communautaire et défenseurs de la paix, observateurs de la violence sexiste associés aux équipes de surveillance de la paix au niveau du village, travailleurs para-sociaux travaillant avec les bureaux locaux d'aide sociale, et animateurs d'espaces conviviaux pour les femmes (espaces sûrs qui fournissent des informations et un soutien social aux femmes, à la fois pour répondre aux préoccupations en matière de protection et pour soutenir l'autonomisation des femmes).

Encadré 4. DDR et FPS à Mindanao

Genre et réintégration économique, sociale et psychosociale

La réintégration est souvent présentée comme la phase la plus importante, mais aussi la plus négligée, des programmes classiques de DDR. Historiquement, la réintégration a souvent été critiquée pour sa mauvaise planification, son manque de ressources et sa déconnexion des autres aides au développement et à la relance.⁴⁴ Une fois le soutien à la transition/réinsertion effectué, les communautés se trouvent souvent livrées à elles-mêmes pour « absorber » les anciens combattants. Une grande partie de cette « charge » incombe aux femmes, en raison de leur rôle social et d'aidantes.

Dans divers contextes, les femmes ont joué un rôle crucial dans la réintégration des ex-combattants. Ce processus se déroule généralement en dehors de tout programme officiel de DDR. Par exemple, dans une étude de 2004 sur le processus de DDR en Sierra Leone, 55 % des ex-combattants interrogés, pour la plupart des hommes, ont indiqué que les femmes de la communauté les avaient aidés à se réintégrer, soit un pourcentage plus élevé que pour les chefs traditionnels (20 %) et les travailleurs humanitaires internationaux (32 %). Les personnes interrogées ont déclaré que les femmes - y compris certaines travaillant dans des groupes de femmes - les avaient « guidés, avaient partagé leurs maigres ressources et, ce qui est peut-être le plus important, avaient facilité leur formation professionnelle et leur éducation en leur fournissant des soins aux enfants, des vêtements et de la nourriture ». Certaines femmes ont également accueilli d'anciens enfants soldats.⁴⁵

⁴³ Le FNUAP a joué un rôle de premier plan dans le plaidoyer et le soutien de la BIWAB – BAFIB pour qu'il soit inclus dans le processus de normalisation et qu'il joue un rôle positif dans la consolidation de la paix. Le projet financé par le PBF est mis en œuvre conjointement par le FNUAP, ONU Femmes et l'OIM et s'intitule « Promouvoir la prévention des conflits, la cohésion sociale et la résilience des communautés à la BARM à l'heure du COVID-19 ». <https://mptf.undp.org/project/00125194>. Le FNUAP fournit également un soutien à la réintégration des anciennes BIWAB – BAFIB dans le cadre d'autres projets.

⁴⁴ Muggah, R. & O'Donnell, C. 2015.

⁴⁵ Mazurana, D. & Carlson, K., 2004. From Combat to Community: Women and Girls of Sierra Leone. https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2012/08/8_from_combat_to_community_women_and_girls_of_sierra_leone.pdf

Pour les anciens combattants, hommes et femmes, quitter les groupes armés signifie perdre un sentiment d'appartenance et un réseau social de soutien. En se concentrant sur le démantèlement des groupes armés, le DDR passe souvent à côté de l'importance centrale de ces structures de soutien et de la possibilité de les « transformer » en une force constructive pour la paix, sans nécessairement les démanteler. Une étude sur la réintégration des ex-combattantes au Guatemala a révélé que le soutien des pairs a été important pour la réintégration : « L'accent mis sur l'individu par la plupart des processus de DDR vise à briser les structures de commandement et de contrôle, mais le maintien de structures collectives peut aider les ex-combattants à s'entraider pour garantir leur soutien, leur sécurité et leur bien-être psychologique. »⁴⁶

La recherche a démontré que le soutien par les pairs est important pour les anciens combattants, hommes et femmes, mais de manière différenciée. Dans certains contextes, d'anciennes combattantes se sont organisées pour devenir des agents du changement social en raison de leurs expériences singulières dans les groupes armés. Dans différents contextes (par exemple au Népal, au Guatemala, en Éthiopie, en Angola), certaines femmes ont rejoint des groupes armés par désir de changement social et ont fait l'expérience d'une plus grande égalité au sein des groupes armés, alors qu'une fois le conflit terminé elles ont dû se conformer à des normes patriarcales.⁴⁷ Dans les cas spécifiques où les femmes ont réussi à former des réseaux de soutien via leurs pairs (généralement par le biais d'associations d'anciens combattants), les anciennes combattantes se sont parfois organisées pour devenir de puissantes défenseuses de l'égalité des sexes et de la paix au sein des nouvelles structures post-conflit. Ainsi, au Mozambique, la branche féminine de l'organisation des anciens combattants a commencé à faire pression en faveur de l'égalité des droits des ex-combattantes, et s'est finalement associée à d'autres organisations de femmes et à des activités de plaidoyer en faveur des droits des femmes ; en Angola, la branche féminine du MPLA s'est battue pour défendre le statut juridique et les droits économiques des femmes - elle a obtenu, par une action de lobbying, l'adoption d'une disposition constitutionnelle sur l'égalité des sexes - et a également créé des centres d'aide juridique.⁴⁸

Les ex-combattants, hommes et femmes, sont souvent confrontés à la stigmatisation et au rejet de la part des membres de leur famille et de leur communauté - mais ce phénomène est souvent plus marqué pour les femmes. Dans toutes sortes de contextes, les ex-combattantes subissent des niveaux élevés de stigmatisation parce qu'en rejoignant les groupes armés, elles ont transgressé des normes de genre ; elles peuvent être considérées comme impures, agressives, masculines ou excessivement sexuelles en raison de leur rôle dans les groupes armés et, dans certains cas, de leur exposition aux violences sexuelles et sexistes.⁴⁹ Les groupes de femmes ont joué un rôle important en tissant des liens entre anciens combattants et civils. Lorsque le soutien social est absent, les ex-combattantes choisissent souvent de ne pas rentrer chez

⁴⁶ Weber, S. 2021. From gender-blind to gender-transformative reintegration: women's experiences with social reintegration in Guatemala, *International Feminist Journal of Politics*, 23:3, 396-417.

⁴⁷ Tarnaala, E., 2016. Weber, S. 2021. Colekessian, A. 2009. "Reintegrating gender: a gendered analysis of the Nepali rehabilitation process." *Gender, Peace and Security Series Working Paper*. New York: UN INSTRAW.

⁴⁸ Tarnaala, E., 2016.

⁴⁹ Tarnaala, E., 2016. Par exemple, une étude de Saferworld au Népal en 2009 a révélé que 80 % des combattantes interrogées craignaient d'être rejetées par leur famille en raison des perceptions selon lesquelles les combattantes maoïstes étaient de mœurs légères, agressives et avaient enfreint les normes de genre.

elles par crainte de la stigmatisation, ainsi que par manque de soutien de la part de la famille, et de possibilités de garde et d'éducation pour leurs enfants. Les combattantes peuvent rester en exil ou préférer s'installer dans des centres urbains. Isolées socialement et en situation d'insécurité financière, elles peuvent être enclines à se remobiliser ou à se prostituer, ou peuvent être la cible de trafics et d'abus sexuels.⁵⁰

Les mesures et le soutien économiques fournis par des programmes de DDR ont souvent lourdement désavantagé les femmes. Dans divers contextes, les femmes signalent que les paiements en espèces sont retirés par d'anciens commandants masculins ou sont contrôlés par des membres masculins de la famille et ne sont pas utilisés au profit des personnes à charge.⁵¹ Les « programmes de réinsertion » proposés ne tiennent souvent pas compte des différences de besoins et de préférences des hommes et des femmes, ni du rôle de la famille dans une réintégration réussie. En Afghanistan, des épouses de combattants ont souligné qu'il était important de concevoir des mesures profitant à l'ensemble de la famille et qui renforcent son investissement dans une participation durable du combattant aux programmes de réintégration, comme des bons d'éducation pour les enfants et du gaz pour les cuisinières.⁵²

L'aide à la réintégration n'a souvent pas non plus pris en compte les facteurs structurels qui désavantagent les femmes, telles que les discriminations sexistes dans la réglementation foncière, de l'emploi et de la propriété. Dans certains cas, les programmes ont délibérément privilégié la création d'emplois dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, comme le bâtiment et les travaux publics, dans l'idée que cela éviterait aux jeunes hommes « à risque » d'avoir des problèmes. Le soutien à des services tels que l'éducation, la garde d'enfants et la santé sexuelle et reproductive, qui jouent un rôle important dans la réduction des disparités entre les sexes, a souvent été considéré comme non pertinent pour la réintégration et, plus généralement, pour la paix et la stabilité.

Enseignements tirés en matière de réintégration sensible au genre :

1. La manière dont le DDR brise, transforme ou remplace les réseaux de soutien social des membres masculins et féminins des groupes armés doit être examinée attentivement. Les structures de soutien social destinées aux anciens combattants, ainsi que d'autres associations communautaires (par exemple, les centres de jeunesse, les groupes de femmes) peuvent jouer un rôle important dans la réintégration et dans le changement social positif.
2. Les services de santé mentale et de soutien psychosocial doivent faire partie d'un ensemble de mesures de soutien à la réintégration. L'approche peut varier en fonction des capacités locales et des ressources financières

⁵⁰ Colekessian, A., 2009.

⁵¹ O'Niell, J. (2015). Engaging Women in Disarmament, Demobilisation and Reintegration: Insights for Colombia, Inclusive Security.

⁵² Recommendations on Afghanistan's Reconciliation, Reintegration, and Transition Processes, The Institute for Inclusive, www.inclusivesecurity.org/publication/recommendations-on-afghanistans-reconciliation-reintegration-and-transition-processes. Cited in O'Niell, J. (2015). Engaging Women in Disarmament, Demobilisation and Reintegration: Insights for Colombia, Inclusive Security.

disponibles, mais l'idéal serait de soutenir des services accessibles à la fois aux anciens combattants et aux autres membres de la communauté.

3. Il convient de fournir un soutien à la réintégration qui renforce la résilience et la capacité de la communauté à intégrer les anciens combattants, plutôt que des prestations ciblées. Les programmes d'avantages individuels sont problématiques pour de multiples raisons, notamment du point de vue du genre.

4. Les facteurs structurels qui désavantagent les femmes, tels que les droits fonciers, de propriété et d'héritage des femmes, la discrimination dans l'emploi, l'accès à l'éducation, la garde des enfants et la santé, doivent être pris en compte dans la conception du soutien à la réintégration.

Transformer les normes de genre néfastes

Un grand nombre d'études provenant de contextes divers montrent que **les normes sociales et culturelles qui sous-tendent l'inégalité entre les sexes contribuent à soutenir et à perpétuer les conflits**. De nombreuses études montrent que les hommes et les femmes ont des motivations différentes pour rejoindre ou soutenir des groupes armés, et que les conceptions concernant les rôles sociaux des hommes et des femmes jouent un rôle central. En outre, certaines données montrent comment les dirigeants politiques et militaires utilisent les normes de genre - en particulier les normes et les attentes liées au fait d'être un homme - pour recruter des combattants et obtenir un soutien pour la violence armée.⁵³ Par exemple, l'adhésion à des groupes armés et le recours à la violence peuvent être encouragés comme un moyen de conquérir d'autres symboles de la virilité, tels que le mariage ou l'obtention d'un statut économique et politique au sein de la communauté. Les normes de genre sont également intimement liées aux éléments ethniques, religieux et nationalistes qui fondent l'identité de groupe, qui elle-même peut jouer un rôle central dans les justifications nationalistes et identitaires de la violence armée.⁵⁴

Nous avons vu que les hommes et les femmes ont des motivations différentes pour rejoindre des groupes armés, de même leurs expériences du DDR sont distinctes et façonnées par les normes de genre. De fortes pressions sont souvent exercées pour consolider les normes de genre patriarcales dans le cadre d'initiatives d'instaurations de la paix et de la stabilité, et de « rétablissement de l'ordre social ». Pour les ex-combattants, hommes et femmes, le DDR peut être profondément déresponsabilisant pour de multiples raisons. Pour les femmes, il peut signifier un retour à des rôles sociaux traditionnellement acceptables ; pour les hommes, il peut représenter une perte de la virilité et du statut forgé au sein des groupes armés.⁵⁵

⁵³ Wright, H. 2014. Masculinities, conflict and peacebuilding: Perspectives on men through a gender lens. Saferworld: London.

⁵⁴ Yuval-Davis, N. 1997, 'Women and the Biological Reproduction of The Nation' in Gender and Nation, Sage Publications; Nagel, J. 1998. Masculinity and nationalism: gender and sexuality in the making of nations. Ethnic and Racial Studies: 21, 242-269.

⁵⁵ IAWG DDR, 2012.

Enseignements tirés:

1. Les efforts de démobilisations des groupes armés ou visant à dissuader les individus de soutenir la violence armée doivent intégrer la manière dont les normes et les attentes liées au genre façonnent les motivations à participer aux groupes armés dans un contexte spécifique. Leurs messages auront plus de chances d'atteindre leur cible si ces initiatives comprennent ces dynamiques.
2. Le DDR peut être l'occasion de renégocier et de remettre en question les attentes sociales concernant les rôles des hommes et des femmes, notamment dans le cadre du processus de réintégration. Le point de départ de cette démarche peut être l'évaluation et la création d'un espace permettant aux anciens combattants de réfléchir à leurs propres désirs et aspirations plutôt que d'imposer un modèle préétabli du soutien à la réintégration.
3. L'action en faveur de l'engagement et du changement des normes de genre doit faire preuve de subtilité. Les normes et pratiques de genre sont intimement liées à l'identité culturelle, ethnique et religieuse ; toute tentative de modification pourra donc être perçue comme une menace pour l'identité collective ou comme une intrusion extérieure, en particulier dans les situations où les groupes se sentent déjà menacés en raison de conflits ou de discriminations fondées sur l'identité. Il est néanmoins possible de travailler sur ces questions de manière sensible et appropriée au niveau local, notamment en soutenant les facteurs de changement au sein des communautés. Ce type de démarche consiste notamment à s'engager auprès des chefs traditionnels et coutumiers, des jeunes hommes et femmes, et à agir dans le domaine de l'éducation et des médias ou dans le cadre de processus de dialogue.

Prévention et réponses apportées aux VSS

Les violences sexuelles et sexistes s'intensifient pendant et après les conflits. Elles s'inscrivent dans le continuum de violence subie par les femmes et les filles en temps de guerre comme en temps de paix ; elles sont aussi fondamentalement liées aux dynamiques des conflits et jouent un rôle dans la perpétuation de la violence organisée.⁵⁶ La recherche a montré que les vecteurs des violences sexuelles et sexistes pendant les conflits sont apparentés aux vecteurs de la violence militarisée, ce qui souligne la nécessité de comprendre toutes les manifestations de comportement violent de manière holistique dans les efforts de prévention pour pouvoir y apporter des réponses.⁵⁷ La violence sexuelle liée aux conflits est un enjeu de paix et de sécurité internationales de mieux en mieux documenté et reconnu.⁵⁸ Dans les situations de conflit,

⁵⁶ Éléments examinés dans Robjant, K. et al, 2020. Trauma, Aggression, and Post Conflict Perpetration of Community Violence in Female Former Child Soldiers—A Study in Eastern DR Congo, *Front. Psychiatry*.

⁵⁷ Swaine, A., Spearing, M., Murphy, M. and Contreras, M., 2017. Intersections of violence against women and girls with state-building and peacebuilding: Lessons from Nepal, Sierra Leone and South Sudan. *What Works to Prevent Violence Against Women and Girls in Conflict and Humanitarian Settings*

⁵⁸ L'expression « violence sexuelle liée aux conflits » englobe le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé et toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable perpétrée à l'encontre de femmes, d'hommes, de filles ou de garçons, qui est directement ou indirectement liée à un conflit. SG DE L'ONU, 2019. Rapport sur les violences sexuelles liées aux conflits.

la prévalence et les facteurs de risque de violence sexistes et sexuelles (VSS),⁵⁹ de traite des êtres humains, d'exploitation sexuelle et de mariage forcé et précoce sont plus élevés.⁶⁰ La violence sexuelle contre les hommes et les garçons dans les conflits est moins bien étudiée, mais plusieurs études portant sur d'anciens combattants et des rapatriés montrent qu'elle est plus répandue qu'on ne le pensait jusqu'à présent.⁶¹

Les violences sexuelles et sexistes restent souvent élevées dans les situations post-conflit. Le conflit est un facteur prédictif des schémas ultérieurs de VSS dans les contextes post-conflit en Afrique subsaharienne.⁶² Il a été démontré dans de nombreux contextes que lorsque les anciens combattants rentrent chez eux, les taux de VSS et de violence familiale augmentent souvent : « La fin de la violence dans la sphère publique est largement perçue comme un facteur d'escalade de la violence dans la sphère privée ». ⁶³ De multiples facteurs peuvent expliquer cette tendance. Des études menées dans différents contextes ont montré que les hommes ayant subi des traumatismes et ceux qui souffrent de stress post-traumatique et de dépression sont plus susceptibles de commettre des VSS ainsi que des violences contre les enfants.⁶⁴ Des liens entre alcoolisme et toxicomanie et un risque plus élevé de VSS et de violence familiale ont également été établis. À cela s'ajoutent les difficultés sociales que rencontrent les anciens combattants pour se réadapter à la vie civile après leur retour chez eux. Les combattants socialisés dans la violence peuvent avoir du mal à reprendre un comportement non violent après leur retour ; le DDR peut représenter une perte de virilité, laissant les hommes dans l'incertitude s'ils ne peuvent pas assumer les rôles masculins attendus dans la vie civile ; les sentiments d'humiliation, de déresponsabilisation, d'échec ou de défaite peuvent amener les hommes à affirmer leur pouvoir dans la sphère privée, et peuvent également conduire à une remobilisation.⁶⁵

Ces dynamiques soulignent la nécessité d'inclure la prévention des VSS dans les programmes de DDR. Toutefois, il est souvent extrêmement difficile d'agir efficacement en cette matière dans les contextes fragiles. Les services sanitaires et sociaux qui sont essentiels à la prévention des VSS et au soutien des survivants - en particulier les services de santé mentale et de soutien psychosocial (SSMSP) et les services de santé sexuelle et reproductive (SSSR) - sont en effet généralement inadéquats dans les zones touchées par les conflits. La protection juridique et institutionnelle des victimes

⁵⁹ Murphy M. et al., What Works to prevent violence against women and girls in conflict and humanitarian crises: Synthesis Brief.

⁶⁰ McAlpine, A. et al. 2016. Sex trafficking and sexual exploitation in settings affected by armed conflicts in Africa, Asia and the Middle East. *BMC International Health and Human Rights*, 16:34

⁶¹ Les conclusions de plusieurs études menées en RDC, au Liberia et au Soudan, ainsi que des rapports documentaires d'autres pays, sont examinées dans UNHCR, *Sexual Violence Against Men and Boys in the Syria Crisis*, 2017, pp. 13-14. Voir également, Dolan, C., 2014. *Into the Mainstream : Addressing Sexual Violence Against Men and Boys in Conflict*.

⁶² Une étude combinant des données d'enquêtes sur les ménages et des données géoréférencées sur les conflits dans 17 pays d'Afrique subsaharienne a révélé que l'intensité du conflit avait un impact significatif sur la probabilité qu'une personne interrogée ait subi des violences conjugales après le conflit. Østby, G. 2014. *Violence Begets Violence: Armed Conflict and Domestic Sexual Violence in Sub-Saharan Africa*, paper presented at the Workshop on Sexual Violence and Armed Conflict: : New Research Frontiers, Harvard Kennedy School, Université de Harvard. Cité dans Wood, E.J. 2014 *Conflict-related sexual violence and the policy implications of recent research*. *International Review of the Red Cross*: 96(894), 457-478.

⁶³ Bradley S. 2018. *Domestic and Family Violence in Post-Conflict Communities: International Human Rights Law and the State's Obligation to Protect Women and Children*. *Health Hum Rights*: 20(2):123-136.

⁶⁴ Éléments recensés dans Bradley, S. 2018.

⁶⁵ UN Inter-Agency Working Group (IAWG) on DDR, 2012. *Blame it on the War?: Gender dimensions of violence in DDR*.

de VSS est souvent limitée, et la capacité et la responsabilité des institutions garantes de la sécurité et de l'État de droit sont souvent gravement compromises ; souvent, ces institutions à la fois commettent et sont chargées de sanctionner des actes de VSS. En outre, les normes sociales et les systèmes coutumiers et religieux qui justifient les VSS sont souvent monnaie courante.

Enseignements tirés :

- 1.** Les ex-combattants, hommes et femmes, ainsi que les membres des communautés, doivent avoir accès aux SMSPS, aux SSSR et aux services multisectoriels de lutte contre les VSS pour faire face à leurs conséquences et pour les prévenir. Idéalement, ces services devraient être fournis dans le cadre d'une approche intégrée et globale au niveau de la communauté. Ce soutien doit également s'appuyer sur une bonne compréhension des obstacles sociaux (par exemple, les normes de genre, la stigmatisation sociale) à l'accès au soutien et y apporter des réponses à travers la sensibilisation. Ces obstacles sont spécifiques aux expériences et aux besoins particuliers des différents groupes démographiques et sociaux, y compris les jeunes hommes, les jeunes femmes, les anciens combattants, hommes et femmes, etc. Généralement, ces services sont fournis en dehors du cadre du DDR et du soutien à la stabilisation, par exemple par le biais de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, mais ils jouent un rôle complémentaire crucial et des liens entre les deux doivent être établis.
- 2.** Il est de plus en plus admis que les programmes de DDR doivent intégrer des services de soutien psychosocial aux ex-combattants hommes et femmes et aux personnes à leur charge. Ce soutien devrait intégrer la prévention des VSS et fournir un soutien aux survivants hommes et femmes des VSS. Par exemple, les programmes de DDR peuvent orienter les ex-combattants et les personnes à leur charge vers ces services lorsqu'ils existent déjà, tout en renforçant la capacité des prestataires de services à prendre en charge les cas liés aux DDR.
- 3.** La question de savoir comment remettre en cause l'impunité dans les cas de VSS de manière durable, par le biais des institutions juridiques et judiciaires formelles et traditionnelles dans les contextes de conflit pose un véritable défi. Ces actions doivent être axées sur les survivants. La lutte contre les VSS a souvent consisté à fournir une aide et un soutien juridiques pour permettre aux survivants d'accéder à la justice. Or, si les institutions de l'État de droit ne sont pas équipées pour traiter ces cas avec sensibilité et pour protéger leur sécurité, cela peut ne pas constituer un point de départ approprié. Les survivants ne sont pas en capacité de demander justice sans garantie de protection physique par crainte de représailles de la part des auteurs de violence.⁶⁶
- 4.** Différents modèles de justice transitionnelle ont été élaborés pour tenter de remédier aux violations massives des droits de l'homme qui ont lieu pendant les conflits, mais ces mécanismes ont souvent échoué à traiter les violations

⁶⁶ Enfield, S. 2020. Supporting survivors of conflict-related sexual violence. K4D Helpdesk Report

généralisées fondées sur le genre qui se produisent pendant les conflits.⁶⁷ Les mécanismes de justice traditionnelle ont été utilisés dans les processus de justice transitionnelle dans un certain nombre de contextes (par exemple au Rwanda et au Mozambique), et ont l'avantage d'être accessibles à la population, plus rapides que les mécanismes formels, et d'exercer une justice réparatrice (plutôt que rétributive). Toutefois, ces mécanismes posent également un certain nombre de problèmes en ce qui concerne la justice pour les femmes et le traitement des cas de VSS.⁶⁸

⁶⁷ Scalon, H. & K. Muddel, 2009. Gender and transitional justice in Africa: progress and prospects.

⁶⁸ Scalon, H. & K. Muddel, 2009.

Recommandations faites au P-DDRCS pour un soutien sensible au genre

Les questions déterminant l'avenir du DDR et du soutien à la stabilisation en RDC sont actuellement en suspens. Bien que le FCS ait été formellement prolongé jusqu'en 2024, nul ne sait vraiment si le soutien international à la stabilisation continuera à être porté par ce mécanisme. Une revue stratégique du FCS et de l'I4S est en cours. Parmi les questions examinées figurent la pertinence et la valeur ajoutée du FCS/I4S à la lumière du lancement par le GovDRC du P-DDRCS, qui vise à fusionner le DDR et la stabilisation, du récent plan de transition qui prévoit le retrait progressif de la MONUSCO, et d'un programme de stabilisation de la Banque mondiale prévu à hauteur de 250 millions de dollars.

L'objectif qui sous-tend l'action du P-DDRCS et le lancement de la nouvelle stratégie nationale de DDRCS semble être la mise en place d'un programme national unique rassemblant les domaines du DDR et de la stabilisation auparavant séparés. Cependant, la nouvelle stratégie est vague sur les questions clés et il n'existe un risque qu'elle ne soit pas mise en œuvre d'une manière véritablement participative et décentralisée, ce qui limiterait considérablement l'espace de participation des femmes.

Dans l'ensemble, la stratégie nationale du DDRCS constitue un point de départ stratégique plus fragile pour l'agenda FPS relativement à l'I4S. L'accent mis sur la capacité d'agir et la participation des femmes, qui est un pilier de l'I4S, a disparu dans la stratégie nationale du DDRCS. Malgré les nombreuses lacunes évoquées ci-dessus, le fait que le FPS soit l'un des cinq piliers de l'I4S a permis d'établir un point de départ conceptuel et stratégique plus solide, mettant l'accent sur la capacité d'agir et la participation des femmes, et sur la présence de ressources dédiées au FPS et au genre dans de nombreux projets. En comparaison, la stratégie nationale de DDRCS inclut le genre comme un thème transversal, tandis que les implications pour les différents piliers n'ont pas été suffisamment développées.

Recommandations pour un DDR et une stabilisation tenant compte de la dimension de genre en RDC

- A. Veiller à ce que le soutien au P-DDRCS soit mis en œuvre de manière décentralisée et contextuelle, en plaçant le dialogue démocratique inclusif et l'analyse participative des conflits au centre de la démarche. Cela permet d'élargir la plateforme au sein de laquelle les civils et les membres de la communauté, y compris les femmes, peuvent faire entendre leur voix.
- B. Concevoir des processus participatifs d'analyse et d'évaluation des conflits prenant en compte les relations de pouvoir entre les sexes. Ces processus doivent prendre en compte non seulement les facteurs de conflit, mais aussi les

facteurs de paix (c'est-à-dire les capacités positives, les acteurs et les incitations qui soutiennent la paix), offrir un large espace aux femmes pour qu'elles puissent exprimer leurs points de vue, et inclure une analyse des normes de genre et des relations de pouvoir dans leur intersection avec les facteurs de conflit et de paix.

C. Concevoir les processus de planification de la stabilisation et de dialogue dans un effort délibéré de surmonter les obstacles à la participation et à l'influence des femmes. Une expertise en matière de genre doit être apportée au processus de planification provincial et local où les objectifs prioritaires de stabilisation sont définis et révisés. Ces processus de planification doivent être conçus de manière à ce que les hommes et les femmes disposent d'un espace pour discuter des interactions des dynamiques de genre avec le conflit, et à ce que les perspectives des femmes soient mises en évidence.

D. Des services d'aide non discriminatoires et profitant à l'ensemble de la communauté - éviter les systèmes de droits individuels et le ciblage de certaines catégories de personnes comme étant « à risque ». Cela peut involontairement alimenter les stéréotypes négatifs et la stigmatisation, et désavantager les femmes. Au contraire, l'aide doit reconnaître l'autonomie des hommes et des femmes et soutenir leur capacité à faire des choix de vie constructifs et à contribuer positivement à leur communauté, y compris en tant qu'agents du changement.

E. S'assurer que les dimensions sociales et psychosociales de la réintégration soient prioritaires. Cet aspect est essentiel pour obtenir des résultats positifs et constitue un point d'entrée pour intégrer la prévention et la réponse aux VSS, ainsi que le travail sur les normes de genre.

F. Examiner la terminologie utilisée et la façon dont elle est comprise localement, par les hommes et les femmes. Les termes « DDR » et « stabilisation » ont un héritage historique en RDC qui peut être difficile à surmonter lorsqu'on essaie d'élaborer une nouvelle approche. Si le DDR est confondu avec un soutien ciblé aux ex-combattants/« fauteurs de troubles » principalement masculins, les femmes peuvent être réticentes à s'engager. Les femmes peuvent ne pas considérer leurs activités comme pertinentes et les appeler autrement, par exemple « consolidation de la paix », « réconciliation » ou « autonomisation économique ». Le terme « genre » a également toute une série de connotations et peut être interprété comme signifiant « questions féminines »⁶⁹. Cela peut évincer les hommes ou amener à négliger les possibilités de travailler avec les hommes et les garçons.

Recommandations pour un soutien sensible au genre via le fonds existant ou un nouveau fonds

A. **Le gestionnaire du fonds devrait disposer d'un mandat et d'une structure institutionnelle permettant un engagement politique souple et une coordination aux niveaux national et provincial**, afin de soutenir les processus de paix et de DDR menés localement. Il devrait aussi bénéficier d'une capacité d'engagement politique de haut niveau sur l'agenda FPS et le genre, et pouvoir compter sur une analyse et une expertise internes en matière de genre et de conflit, ainsi que sur une expertise technique spécifique en matière de genre et de DDR/CS.

⁶⁹ Cano, M. (2019). Gender Analysis of North and South Kivu. Commissioned by CARE DRC.

B. Le Fonds devrait renforcer ses partenariats et sa coordination avec les agences de l'ONU et les autres acteurs travaillant sur le FPS et l'égalité des sexes en RDC, tels que ONU Femmes, le FNUAP et les ONG internationales et congolaises travaillant sur l'égalité des sexes et le FPS.

C. **Des objectifs, cibles et résultats spécifiques liés au FPS et à l'égalité des sexes doivent être définis dans le cadre de résultats du programme.** Cependant, une approche d'intégration ne fonctionnera pas si la stratégie ou le cadre de programme dans lequel le genre doit être intégré n'est pas pertinent ou opérationnalisé efficacement, ou s'il n'y a pas de système adéquat en place pour suivre les résultats et les effets.

D. **Le fonds devrait fournir des orientations claires lors de la publication d'appels à propositions sur la manière dont le FPS et le genre devraient être intégrés au niveau du projet,** afin que cela soit pris en compte dans la conception initiale et la sélection des projets. Des résultats/extrants spécifiques concernant l'agenda FPS et d'égalité des sexes devraient être définis et se voir allouer un budget dédié au niveau du projet.

E. **L'expertise et les références en matière de genre des organisations de mise en œuvre et de l'équipe de projet doivent constituer un critère d'évaluation des appels à propositions, tout comme le soutien aux organisations de la société civile congolaise sur ces questions.** Ces critères devraient être conçus pour encourager le soutien aux organisations de la société civile congolaise et aux organisations de femmes et pour renforcer leur expertise en matière de genre, de FPS, de DDR et de consolidation de la paix là où cela est nécessaire.

F. **Un budget pour le genre et pour l'agenda FPS devrait être clairement circonscrit et suivi, par exemple par le biais d'un guichet de financement dédié.** Les initiatives précédentes pour intégrer le genre en allouant 15 % du budget au niveau de l'activité à l'égalité des sexes ont abouti à un éparpillement de l'action. Nonobstant l'importance de l'intégration, un budget pour le genre/FPS peut avoir besoin d'être circonscrit afin de garantir un déploiement stratégique des fonds en soutien de cet agenda et un suivi des résultats et des dépenses.

G. **Envisager un mécanisme permettant de financer des programmes flexibles à long terme (4 ans ou plus) plutôt que des projets à court terme (1 à 2 ans).** La stabilisation et la consolidation de la paix sont des processus à long terme ; transformer les normes de genre et les relations de pouvoir, renforcer les capacités, la responsabilité mutuelle et la confiance entre les parties prenantes, et passer du dialogue à l'action prend du temps *et nécessite de la continuité de la part des processus et des acteurs impliqués.*